

49203

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/285
20 février 1964

Original : FRANCAIS/
ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964
Point 10 de l'ordre du jour

RAPPORT SUR LA REUNION SUR LES ACTIVITES
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE DANS LE NORD DE L'AFRIQUE
(Addis-Abéba, 17-20 février 1964)

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Document
E/CN.3/1964/1
20 février 1964
Original: français
Arabe

Commission économique pour l'Afrique
Séniar, Sénégal
Addis-Abeba, 17-20 février 1964
Point 10 de l'ordre du jour

RAPPORT SUR LA RÉVISION DES ACTIVITÉS
DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE DANS LE CADRE DE L'AFRIQUE
(Addis-Abeba, 17-20 février 1964)

RAPPORT SUR LA REUNION SUR LES ACTIVITES
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE DANS LE NORD DE L'AFRIQUE
(Addis-Abéba, 17-20 février 1964)

INTRODUCTION

1. Une réunion sur les activités de la Commission économique pour l'Afrique dans le nord de l'Afrique pour 1964-1965 s'est tenue à Addis-Abéba les 17 et 18 février 1964. Participaient à la réunion les pays suivants : Algérie, Libye, Maroc, RAU, Tunisie. La délégation du Soudan n'a pu arriver à temps pour participer aux séances des deux premiers jours. La liste des délégués est donnée en annexe.
2. Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire Exécutif a rappelé la création en octobre et novembre 1963 d'un bureau sous-régional pour le nord de l'Afrique à Tanger, ainsi que d'un bureau sous-régional pour l'Afrique de l'ouest à Niamey et l'envoi à Lusaka d'un représentant du Secrétaire Exécutif pour l'Afrique de l'est. La décentralisation opérée par la création de ces bureaux sous-régionaux doit permettre de donner un tour concret au programme d'activités de la Commission économique pour l'Afrique pour les années 1964 et 1965. Dans le passé, trop de réunions ont eu lieu à l'échelle de l'Afrique toute entière et se sont terminées par des recommandations d'ordre général qui n'étaient pas suivies d'exécution. Le programme d'activité de la CEA pour 1964/1965 devrait comporter moins de réunions, et davantage de négociations sur des projets d'action concertés se traduisant par des réalisations précises. Ceci n'exclut pas la présence dans le programme de travail d'un certain nombre de projets portant sur l'Afrique toute entière, tel que la sixième session ne manquera pas d'en recommander. Cependant, le Secrétaire Exécutif a pensé qu'il serait utile de soumettre le projet de programme, tel qu'il a été préparé par le secrétariat, à une réunion sous-régionale, de manière à permettre au secrétariat de présenter à la sixième session de la Commission des suggestions et recommandations de portée sous-régionale et d'un caractère concret. Le Secrétaire Exécutif a terminé en souhaitant à la réunion le plus grand succès dans la conduite de ses travaux.

3. La réunion a procédé à l'élection de son Président et, sur la proposition du délégué de l'Algérie, a élu à l'unanimité Monsieur LOTFI IBRAHIM, délégué de la RAU, Directeur général des Affaires économiques au Ministère de l'Economie de la RAU, comme président. Il a été décidé de ne pas élire de vice-président.
4. Sur la base de l'ordre du jour provisoire, la réunion a ensuite décidé l'adoption de l'ordre du jour suivant :

- a. Historique de la création et des premières activités du Bureau de Tanger.
 - b. Présentation du projet de programme d'activités de la CEA en 1964-1965 par le secrétariat.
 - c. Suggestions et recommandations.
 - d. Adoption du rapport.
5. Le présent rapport a été adopté par la réunion dans une séance qui s'est tenue le 20 février 1964.

Historique des activités du Bureau de Tanger

6. Le Secrétaire de la réunion a fait un bref résumé des activités du Bureau de Tanger depuis sa création et a notamment mentionné deux projets, à savoir, la coopération dans le domaine statistique et la mission de coordination industrielle.
7. Une réunion d'information sur la statistique et la comptabilité nationales en Algérie, Maroc et Tunisie doit se tenir dans le premier semestre 1964, à la demande de ces Etats. Cette réunion a pour but un rapprochement des nomenclatures statistiques et d'autre part l'adoption d'un cadre comptable commun, de manière à faciliter les études économiques à venir sur l'économie de ces pays. Cette réunion sera suivie début 1965 par une réunion sur la coopération statistique dans la sous-région dans son ensemble.
8. Une mission de coordination industrielle a visité en janvier 1964 les quatre pays suivants : Algérie, Libye, Maroc, Tunisie. Cette mission fait suite à la mission similaire qui a eu lieu en 1963 en Afrique de l'Ouest d'une part et en Afrique de l'Est d'autre part. Dans son rapport, qui porte

le numéro E/CN/14/248 en date du 5 février 1964, la mission de coordination industrielle a décrit la situation du marché et les projets industriels dans les secteurs suivants : énergie, exploitations minières, engrais, sidérurgie, métallurgie et industries mécaniques, industries chimiques, pâte à papier et papier, verre, ciment et textiles. Dans de nombreux cas, et notamment dans les secteurs d'industrie lourde, où l'échelle de production doit être nécessairement très grande pour la rentabilité des projets, la mission a conclu à la nécessité d'une harmonisation de plans industriels sur la base d'une division internationale du travail entre les quatre pays visités et parfois dans un cadre géographique plus large.

Faute d'un tel effort, de nombreux projets industriels ne pourraient pas voir le jour, le marché de chacun des Etats pris individuellement étant trop faible pour permettre la construction d'une usine rentable. La mission pense donc qu'il est urgent d'instaurer des mécanismes permanents de consultation et de négociation entre les pays visités en vue de la coordination du développement industriel. Des suggestions dans ce sens sont exposées dans la troisième partie du rapport de la mission.

9. A la suite de cet exposé, la réunion a exprimé sa satisfaction pour les efforts effectués par la division du développement économique du siège de la Commission économique pour l'Afrique et par le Bureau de Tanger dans le domaine de la coordination industrielle. Un large accord a été enregistré parmi les délégations des quatre pays visités sur le contenu et les conclusions du rapport de la mission de coordination industrielle, compte tenu de l'accord de principe exprimé par la délégation libyenne au nom de son gouvernement. En même temps, il est apparu clairement que la coordination du développement industriel dans ces quatre pays trouverait son complément normal d'une part dans des programmes de coordination analogues à l'intérieur d'autres pays de la sous région et groupes de pays africains et d'autre part dans une coordination des plans industriels parmi ces ensembles. Les recommandations détaillées que la réunion a tirées des débats sur les suites à donner dans les années 1964-1965 au rapport de la mission de coordination industrielle sont contenues à la fin du présent rapport.

Présentation générale du projet de programmes d'activités de la
Commission économique pour l'Afrique pour l'année 1964-1965

10. Les différents chefs de service du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique ont exposé à la réunion les principaux projets inclus dans le programme de travail 1964-1965 dans les domaines suivants : développement économique, industrialisation, ressources naturelles, transports et communications, habitat, cartographie, statistiques, administration publique, progrès social, commerce, développement agricole.
11. Dans le domaine du développement économique, le Bureau de Tanger se verra confié par la Division du développement économique, d'une part, l'organisation de services consultatifs en vue de la planification économique dans les pays de la sous-région et d'autre part des travaux de recherches portant sur la projection à long terme de l'économie des pays de la sous-région. Ces projections doivent permettre d'éclairer les conséquences à long terme des politiques d'intégration économique.
12. Le programme d'activité dans le domaine de l'industrialisation met l'accent sur les missions de coordination industrielle dans les sous-régions. Les pays non-visités en 1963 pourront l'être s'ils le désirent en 1964-1965. En outre, des réunions à l'échelle de l'Afrique se tiendront pour la sidérurgie d'une part et pour le pétrole et le gaz naturel d'autre part pour coordonner les programmes des sous-régions dans ces deux secteurs. En outre, les projets suivants ont été évoqués : réunion régionale sur la programmation de l'industrie (1964, Le Caire); Centre de formation en 1965 sur la programmation et la planification industrielle (Cours prévus au Caire dans le cadre du programme de travail de l'Institut du Développement économique et de Planification de Dakar); mise sur pied d'instituts sous-régionaux pour la recherche appliquée dans le domaine industriel; mise en valeur hydrologique du bassin du Nil; coordination à l'échelle de l'Afrique dans le domaine des télécommunications (en coordination avec l'Union internationale des télécommunications); rationalisation des transports aériens (en coopération avec l'Organisation de l'Aviation civile internationale); étude spéciale des problèmes de transport transsahariens.

13. Dans le domaine des statistiques, il est utile de rappeler le vigoureux programme de formation encouragé ou patronné par la Commission économique pour l'Afrique en Afrique du nord (Centres de Rabat, Addis-Abéba et le Caire). D'autre part, trois des cinq conseillers régionaux en statistiques travaillent actuellement en Afrique du nord. Enfin, une tournée d'étude sur le thème des relations entre statistiques et planification, et un séminaire sur les statistiques du travail (en liaison avec le BIT) sont prévus en 1964.

14. Dans un domaine voisin, il convient de rappeler les deux cours prévus par l'Institut de développement économique et de planification de Dakar en 1964; l'un à Tunis sur les méthodes de planification et l'autre au Caire sur la planification de l'enseignement et de la main d'oeuvre.

15. Dans le domaine de l'administration publique, on notera les projets suivants d'intérêt particulier pour l'Afrique du nord: une conférence, en mai 1964, de directeurs d'instituts d'administration publique, un cours d'organisation et méthode en langue française qui pourrait se tenir en Afrique du nord, l'organisation de services consultatifs, une étude faite en coopération avec l'UNESCO sur la formation du personnel administratif en Algérie, Maroc et Tunisie.

16. De nombreux projets sont à signaler dans le domaine du progrès social. On citera d'une part l'organisation de services consultatifs, d'autre part des études sur les conséquences sociales de l'industrialisation, sur les problèmes sociaux-économiques de développement rural, et sur la protection de la famille, de l'enfance et de la jeunesse. Par ailleurs, des réunions de groupes d'experts se tiendront pour l'étude des services de protection sociale et sur la défense sociale en Afrique. Enfin, des stages sont prévus au sujet de la formation de moniteurs de services sociaux et au sujet des institutions dans le domaine du traitement des jeunes délinquants.

17. Dans le domaine du commerce, on rappellera les recommandations faites par le comité permanent du commerce, lors de sa deuxième session en novembre 1963, sur le marché commun africain d'une part et sur les problèmes qui seront débattus dans la conférence mondiale sur le commerce d'autre part. Une réunion sur l'Union Africaine des paiements s'est tenue en janvier 1964 à Tanger. Enfin, des services consultatifs seront à la disposition des pays membres de la CEA dans le domaine du développement des exportations.

18. La Division des études et du commerce a par ailleurs détaché au Bureau de Tanger un de ses fonctionnaires chargé plus spécialement de l'analyse des problèmes et politiques de développement dans la sous-région et de l'étude régulière de la situation économique dans le nord de l'Afrique, dans le cadre de la préparation du bulletin économique de la Commission économique pour l'Afrique.

19. Outre les activités de la FAO en Afrique du nord (lutte contre le cricket pélerin, programme alimentaire mondial, etc) on mentionnera les activités suivantes de la division conjointe FAO/CEA de l'agriculture : une conférence régionale en 1964 sur la protection sanitaire du cheptel et la production animale, une réunion d'experts et une tournée d'étude sur les problèmes du passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché; un centre de formation sur le crédit agricole prévu pour 1965; une étude sur les échanges commerciaux de produits agricoles à l'intérieur des sous-régions; des recherches sur la transformation des produits agricoles, une étude sur les ressources et les besoins en bois dans chaque sous-région.

Conclusions et Recommandations

20. La réunion a pris note avec intérêt des activités prévues pour 1964-1965 qui lui ont été présentées. Conformément aux désirs exprimés par le Secrétaire Exécutif, dans son discours d'ouverture, la réunion souhaite par ailleurs que des suites rapides soient données au rapport de la mission de coordination industrielle en Afrique du nord.

21. A ce titre, le Secrétaire Exécutif est prié de convoquer aussitôt que possible des commissions ad hoc chargées de mettre en oeuvre les recommandations du rapport de la mission de coordination industrielle. Ces commissions comprendront normalement des représentants de deux, trois ou

quatre des pays visés par le rapport, suivant les problèmes traités, et le secrétariat des réunions des commissions sera assuré par le Bureau de Tanger. Ces commissions seront les suivantes :

- a. une commission sur la coordination industrielle proprement dite;
- b. une commission sur l'harmonisation des politiques commerciales vis-à-vis des grands ensembles économiques (y compris les problèmes d'intégration en matière douanière et commerciale entre les pays visés par le rapport);
- c. une commission sur l'énergie et les ressources minérales.

22. On pourrait également envisager, dans un avenir moins immédiat, l'organisation des deux commissions suivantes :

- une commission sur la main-d'oeuvre et la formation professionnelle;
- une commission sur les transports. Cette commission réunira dans une première phase les quatre pays visés par le rapport de la mission et pourra être élargie dans une phase ultérieure à l'ensemble de la sous-région.

23. Le Bureau sous-régional de Tanger devra entreprendre le plus tôt possible une étude globale intéressant les quatre pays, concernant la coopération dans le domaine de l'énergie sous tous ses aspects : pétrole, gaz, énergie électrique, etc.

24. Priorité devrait également être donnée dans le programme du Bureau de Tanger à une étude sur l'évolution prospective du marché nord-africain pour les produits finis en acier, en tenant compte des autres marchés possibles en Afrique et en Europe. L'étude comprendra également des recommandations sur les moyens à mettre en oeuvre pour réaliser un accord sur les programmes de laminage dans les industries sidérurgiques des pays intéressés.

25. Un avant-projet de centre d'études industrielles devra être préparé le plus tôt possible par le Bureau sous-régional de Tanger. Cet avant-projet sera soumis à l'approbation des pays désirant participer à ce centre d'études, pour être présenté sous forme de demande d'assistance au Fonds Spécial des Nations Unies. Les domaines de compétence du Centre pourraient être les suivants :

- Etude "en appel" de projets nationaux.

- Etude directe de projets d'intérêts communs, au stade d'avant-projets ou de projets définitifs.

- Recherches appliquées dans certains secteurs, comme celui des industries de transformation des produits agricoles, des textiles.

26. Dans le domaine des industries mécaniques, les pays intéressés procéderont à un recensement des ateliers d'entretien et de mécanique générale, ainsi que des fonderies. Ils prendront les contacts nécessaires pour dégager une politique de coordination, en particulier pour la fabrication de pièces à intégrer dans des processus de montage (voitures automobiles, tracteurs, moteurs, etc). Le Bureau sous-régional de Tanger se chargera ensuite de faire une étude générale sur les industries mécaniques.

27. D'autres études sectorielles devront être effectuées en temps utile par le Bureau sous-régional de Tanger, notamment dans le domaine de la pétrochimie, où une coopération apparaît souhaitable non seulement dans le cadre nord-Africain mais pour l'ensemble du marché africain, ou encore dans le domaine du bois et du papier, y compris l'alfa, dans le domaine des textiles artificiels, etc. Le lancement de ces études pourra figurer parmi les premières décisions qui seront prises par la commission ad hoc chargée de la coordination industrielle.

ANNEXE

LISTE DES DELEGUES

LIST OF DELEGATES

ALGERIE
ALGERIA

M. Hocine BEN-YELLES

Conseiller aux Affaires
économiques, Ministère des
Affaires étrangères

LIBYE
LIBYA

M. Salem M. HOMEISH

Directeur
Director of Trade Department,
Ministry of Economy

MAROC
MOROCCO

M. Ahmed BENANI

Directeur des Services du
Crédit, Ministère des
Finances

RAU
UAR

M. Ibrahim LOTFI

General Director of Economic
Affairs, Ministry of Economy

TUNISIE
TUNISIA

M. Chadli TNANI

Directeur de l'Industrie,
Tunis

SOUDAN
SUDAN

M. Sayed MAHDI Ahmed

Ministry of Economics and
Finance

Secrétariat

M. R.K.A. GARDINER

Secrétaire exécutif, CEA

M. J. ROYER

Directeur p.i., Bureau de
la CEA à Tanger

M. A. EWING

Directeur de la Division
du Développement économique

- - - - -

